



Premier ministre

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 8 novembre 2018

**Déclaration de M. Édouard PHILIPPE, Premier ministre**

**à l'issue de son déplacement en Nouvelle-Calédonie au lendemain de la consultation sur  
l'accession à la pleine souveraineté**

**Nouméa  
Lundi 5 novembre 2018**

*Seul le prononcé fait foi*

Hier la Nouvelle Calédonie a voté.

Le référendum prévu par l'Accord de Nouméa constituait un rendez-vous pour la Nouvelle-Calédonie, mais aussi pour toute la France. Il s'agissait de tenir l'engagement pris en 1988, et confirmé en 1998, de permettre au peuple calédonien de s'exprimer sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté.

Le scrutin qui s'est déroulé hier est un véritable succès démocratique et populaire.

Succès grâce à la participation sans équivalent des électeurs, qui se sont rendus très nombreux aux urnes.

Succès également en raison de la mobilisation très forte d'une jeunesse qui s'est saisie de cette occasion pour se prononcer et participer à un moment démocratique unique ;

Succès enfin de l'organisation de ce référendum, grâce à un travail collectif que je veux saluer.

Je voudrais à cet égard remercier les forces politiques de Nouvelle-Calédonie, pour leur participation aux travaux préparatoires dans le cadre des comités des signataires organisés depuis plusieurs mois ; Elles ont fait, dans le cadre de la préparation de ce scrutin, preuve d'un grand sens des responsabilités et du dialogue.

Je veux également relever l'action des services de l'État et des communes de Nouvelle-Calédonie ainsi que du Gouvernement de Nouvelle-Calédonie, qui ont contribué à faire de cette journée du 4 novembre un moment majeur de démocratie.

La commission de contrôle des opérations de vote, présidée par Monsieur Francis Lamy, et appuyée par 250 délégués (magistrats, hauts fonctionnaires, universitaires, venus de toute la France), a également joué un rôle décisif, salué par tous.

Un mot également pour remercier le Comité des Sages, que nous avons pris la décision de créer, présidé par Monsieur Jean Lèques, maire honoraire de Nouméa et qui dans le cadre de la préparation de cette consultation a permis de faire prévaloir beaucoup de sagesse et beaucoup de mise en perspective. Je les en remercie très sincèrement.

Collectivement, et comme l'a exprimé le Président de la République, nous devons être fiers de ce rendez-vous : je note avec beaucoup de satisfaction que tous s'accordent sur le caractère incontestable du résultat de ce référendum.

Toutes les forces politiques que nous avons rencontrées ont salué l'engagement de l'État en ce sens, et les échanges que la ministre des outre-mer a eus aujourd'hui avec les délégués du Forum des îles du Pacifique et les experts des Nations Unies nous permettent de penser que ce constat est unanimement partagé.

Ce moment constitue l'aboutissement de 30 années de travail, de 30 années de dialogue, mais aussi d'une volonté collective de rééquilibrage politique et économique.

La Nouvelle-Calédonie d'aujourd'hui n'a pas le visage d'il y a 30 ans. Ce processus d'émancipation - pour reprendre les termes même de l'Accord de Nouméa - a porté ses fruits, permettant que le peuple calédonien se retrouve dans un débat naturellement clivant sans pour autant se déchirer.

Il a pu, comme le relevait par une formule élégante un de mes interlocuteurs ce matin, « Débattre sans se battre ».

Je voudrais ici et singulièrement dans ce lieu, saluer les grandes figures qui ont posé les gestes qui ont permis que ce rendez-vous soit serein : Michel Rocard, Jean Marie Tjibaou, Jacques Lafleur, Lionel Jospin et toutes les forces politiques de Nouvelle-Calédonie qui ont participé à ce grand débat. Je voudrais noter la grande continuité de l'action des gouvernements successifs qui traduit au fond la place particulière qu'occupe la Nouvelle Calédonie dans le débat public national.

Au lendemain de cette échéance, le résultat est clair et donne la majorité à celles et ceux qui souhaitent que la Nouvelle-Calédonie demeure dans la République.

Comme le Président de la République l'a dit hier soir, et comme je m'y étais engagé, Annick Girardin et moi-même sommes venus dès le lendemain du scrutin pour rencontrer nos partenaires politiques et échanger avec eux sur leurs analyses, leur lecture de la campagne et des résultats et sur les réflexions qu'ils pouvaient formuler sur les suites à donner à ce scrutin.

Je retiens d'abord que tous nos entretiens ont été d'une grande intensité et, je dirais même, parfois empreint d'une très grande émotion. Chacun sent bien l'intensité du moment et l'importance des enjeux au cœur de la consultation qui s'est tenue hier.

Je retiens également que tous reconnaissent la pleine légitimité du scrutin et que nul n'en conteste le résultat.

Je retiens de ces entretiens que tous mes interlocuteurs ont souhaité prendre le temps d'analyser les résultats plus en profondeur et d'en mesurer les implications.

Enfin, toutes les formations politiques ont confirmé leur volonté de poursuivre le dialogue et d'échanger collectivement.

C'est la raison pour laquelle je proposerai à tous les membres du comité des signataires de se retrouver autour de la ministre des outre mer et de moi-même au mois de décembre à Paris pour une réunion qui devra permettre de tirer collectivement les premières conclusions de ce référendum. .

Je voudrais avant de conclure vous faire part d'une réflexion que je retire de mes échanges de ce jour. Avec les forces politiques que nous avons rencontrées mais aussi avec les étudiants de l'université de Nouvelle Calédonie avec qui j'ai tenu à échanger au moment du déjeuner.

Tous ont souligné, au-delà des questions institutionnelles, les enjeux économiques et les enjeux sociaux que connaît la Nouvelle-Calédonie.

Or, il est vrai qu'en concentrant le travail entre les forces politiques et l'État sur les questions d'organisation des scrutins et plus généralement sur les questions institutionnelles, les enjeux économiques et sociaux ont été parfois placés au second plan de nos échanges, alors qu'ils constituent un des ressorts des accords de Matignon et de Nouméa.

Il faudra donc que nous trouvions aussi le temps et la méthode pour échanger, État et forces politiques, sur ces enjeux de société. Annick Girardin et moi-même ferons des propositions en ce sens à l'occasion du prochain Comité des signataires.

Je vous remercie